

Communiqué de presse

Sujet	Communiqué de presse sur la séance du groupe parlementaire vert libéral
Renseignements	Tiana Angelina Moser, Présidente du groupe parlementaire, Tél. +41 76 388 66 81
Expéditeur	Parti vert libéral suisse, Boîte postale 367, 3000 Berne 7 Tél. +41 31 322 60 57, E-mail suisse@vertliberaux.ch , www.vertliberaux.ch
Date	16 avril 2013

Les Vert libéraux refusent des initiatives populaires rétrogrades

Le groupe parlementaire vert libéral s'opposera dans la session extraordinaire du Conseil national tant à l'initiative « pour les familles » de l'UDC qu'à l'initiative populaire « Financer l'avortement est une affaire privée ». Les deux initiatives méconnaissent les principes de notre société libérale et pluraliste, valeurs dans lesquelles les Vert libéraux se reconnaissent.

La Conseillère nationale Kathrin Bertschy résume comme suit le refus du groupe parlementaire vert libéral face à l'initiative « pour les familles » de l'UDC : « Cette initiative va à contre-courant des principes d'une société moderne, libérale et pluraliste dans lesquels les Verts-libéraux se reconnaissent. » L'acceptation de l'initiative impliquerait que l'Etat ne soutiendrait plus les familles selon leurs besoins avérés, en se basant comme aujourd'hui sur les frais effectifs de garde par des tiers, mais selon le principe de l'arrosoir. Cela poserait en particulier des problèmes aux familles où les deux parents travaillent, car elles seraient doublement désavantagées à cause de l'impôt progressif et de la diminution des mesures de soutien étatiques. Sur le plan économique il est souhaitable que les nombreux pères et mères de famille jouissant d'une bonne qualification professionnelle ne quittent pas le marché du travail. Il faut à tout prix éviter qu'un parent renonce à un emploi, parce que ce dernier ne lui rapporte financièrement plus rien. Or, l'initiative pour les familles de l'UDC produirait exactement ce genre d'incitations négatives.

Pour plus de précisions, merci de vous adresser à : Kathrin Bertschy, Conseillère nationale, tél. +41 78 667 68 85

Les Vert libéraux refusent l'initiative populaire « Financer l'avortement est une affaire privée ». L'acceptation de l'initiative aurait des conséquences importantes sur le plan social et sanitaire, sans pour autant réduire les coûts de la santé de façon efficace. La difficile décision d'avorter ou non ne doit pas être liée aux moyens financiers. L'acceptation de l'initiative remettrait en question la solution des délais qui a fait ses preuves et inciterait les femmes à avorter en dehors du cadre légal. Les femmes obligées d'avorter clandestinement mettraient leur santé en danger avec à la clé de possibles coûts supplémentaires élevés pour le système sanitaire suisse. Or, aujourd'hui, la part des frais engendrés par les avortements ne représente que la portion congrue de l'ensemble des coûts pour la santé. Les Vert libéraux sont toujours prêts à discuter de mesures en vue de réduire les coûts de la santé, mais l'approche de la dite initiative ne mène au but ni au niveau de la politique de la santé ni à celui de l'endiguement des coûts.

Pour plus de précisions, merci de vous adresser à : Thomas Weibel, Conseiller national, tél. +41 78 602 13 57